

PIERRE RIBEAUD

Député de la 5^{ème} circonscription de l'Isère



DU CÔTÉ DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

■ RÉFORME CONSTITUTIONNELLE – DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Avant le débat au parlement qui commence ce vendredi 5 février, Jean-Jacques Urvoas, le tout nouveau garde des sceaux, ministre de la justice et Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur ont présenté ce mercredi en Conseil des ministres une communication relative aux dispositions législatives qui seront consécutives à la révision constitutionnelle.

- 1/ Un projet de loi sera présenté pour compléter le régime juridique de l'Etat d'urgence, avec de nouvelles mesures apparues nécessaires au cours de sa mise en œuvre récente. Pour améliorer le régime juridique des perquisitions administratives et pour créer des mesures individuelles de contrainte graduées et flexibles, en articulation avec l'assignation à résidence.
- 2 / Le vote de l'article 2 de la loi constitutionnelle nécessitera plusieurs changements dans le régime de la déchéance de nationalité. Celle-ci deviendra une peine complémentaire prononcée par un juge judiciaire, uniquement pour des crimes d'atteintes aux intérêts fondamentaux de la Nation, des crimes constituant des actes de terrorisme, ainsi que pour les délits de terrorisme ou d'atteinte aux mêmes intérêts - mais seulement s'ils sont punis d'au moins 10 ans d'emprisonnement.

Le texte unifie les régimes de déchéance applicables aux personnes condamnées quelle que soit l'origine de leur appartenance à la Nation. Le juge prononcera la peine complémentaire de déchéance de la nationalité ou des droits attachés à la nationalité.

Outre ces modifications législatives, sera engagée la ratification de la convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie.

■ L'UNION EUROPÉENNE LUTTE CONTRE LE FINANCEMENT DU TERRORISME

La Commission européenne a présenté mardi 2 février son plan d'action pour renforcer la lutte contre le financement du terrorisme.

Il prévoit notamment : des mesures de renforcement des moyens et de la

coopération des cellules de renseignement financier, pour identifier et traquer les flux suspects ; des mesures pour encadrer et contrôler les transactions par cartes pré-payées ou les monnaies virtuelles type Bitcoin ; des mesures de lutte contre les trafics, notamment d'œuvres d'art et de biens culturels ; un renforcement des mécanismes européens de gel des avoirs, qui sont aujourd'hui trop fragmentés entre Etats membres et trop peu coordonnés.

■ **PLAN URGENCE EMPLOI – MOBILISATION DES RÉGIONS**

Dans le cadre du plan d'urgence pour l'emploi, le gouvernement appelle à une nouvelle donne entre l'Etat et les régions sur ce sujet. C'est le sens des réunions autour du président de la République et du Premier ministre, avec les nouveaux présidents de région élus en décembre.

L'Etat et les régions élaboreront un document conjoint dans les prochaines semaines afin de donner des responsabilités supplémentaires pour les régions - dans le cadre de la loi NOTRe - pour le développement économique, la formation des chômeurs et l'apprentissage.

■ **AUGMENTATION DU BUDGET POUR L'ÉDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE**

Education Artistique et Culturelle (EAC) pour la jeunesse : Fleur Pellerin annonce des actions amplifiées et un budget en progression de 35% par rapport à 2015. La ministre s'est félicitée que la connaissance, la pratique et la rencontre des arts qu'elle a qualifiées de « projet de société pour la jeunesse » ait pris une place centrale dans l'action de son Ministère. En 2016, ce budget atteindra ainsi 55 millions d'euros, correspondant à une hausse de 80% par rapport à 2012 et de 35% par rapport à 2015.

L'action soutenue et ciblée menée l'année dernière auprès des territoires prioritaires, quartiers urbains ou zones rurales, sera amplifiée en 2016 en choisissant d'y cibler 65% des nouveaux moyens qu'elle a obtenus en 2016 pour l'EAC et l'éducation aux médias et à l'image.

Fleur Pellerin a également présenté quelques-uns des dispositifs complémentaires les plus significatifs que son ministère a initiés en 2015 pour favoriser une plus grande participation des jeunes à la culture : la création d'un jour dédié aux visites scolaires dans trois grands musées - Le Louvre, le Château de Versailles et le Musée d'Orsay.

■ **ENVIRONNEMENT – TERRITOIRES ZÉRO DÉCHET**

A l'occasion du séminaire de travail des territoires « Zéro déchet, Zéro gaspillage », un soutien sera apporté aux collectivités qui engageront une démarche pour remplacer l'utilisation des sacs plastiques à usage unique.

Ségolène Royal a annoncé un soutien de 30 000 euros à tous les territoires qui proposeront des solutions innovantes et originales, en anticipant l'interdiction des sacs plastique à usage unique du 1^{er} juillet.

L'appel à projets des territoires « Zéro déchet, Zéro gaspillage » avait pour objectif d'accompagner des collectivités volontaires dans une démarche exemplaire et participative de promotion de l'économie circulaire, via la mobilisation de l'ensemble des acteurs locaux autour des objectifs suivants : - ne pas gaspiller ; - limiter au maximum la production de déchets ; - réemployer localement ; - valoriser au mieux en respectant la hiérarchie des

modes de traitement des déchets qui n'ont pu être évités ; - recycler tout ce qui est recyclable et limiter au maximum l'élimination ; - s'engager dans des démarches d'économie circulaire.

■ **JACQUELINE SAUVAGE OBTIENT LA GRÂCE PRÉSIDENTIELLE**

Le Président de la République, en application de l'article 17 de la Constitution et après avis du ministre de la justice, a décidé dimanche 31 janvier d'accorder à Jacqueline Sauvage une remise gracieuse de sa peine d'emprisonnement de 2 ans et 4 mois ainsi que de l'ensemble de la période de sûreté qu'il lui reste à accomplir. Cette grâce lui permet de présenter immédiatement une demande de libération conditionnelle.

Le Président de la République a voulu, face à une situation humaine exceptionnelle, rendre possible, dans les meilleurs délais, le retour de Mme Sauvage auprès de sa famille, dans le respect de l'autorité judiciaire.

■ **BIBLIOTHÈQUES UNIVERSITAIRES – EXTENSION DES HORAIRES D'OUVERTURE**

Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et Thierry Mandon, secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, lancent un plan « bibliothèques ouvertes ». Objectif : mieux prendre en compte les rythmes de vie et d'études des étudiants en élargissant les horaires d'ouverture des bibliothèques universitaires (BU) et en améliorant la qualité des services, pour améliorer la réussite des étudiants.

Le plan « bibliothèques ouvertes » fixe ainsi des objectifs précis : Ouvrir au moins une bibliothèque dans chaque université jusqu'à 22h du lundi au vendredi ; Ouvrir au moins une bibliothèque dans chaque université le samedi après-midi ; Ouvrir au moins une bibliothèque dans 40 grandes villes le dimanche après-midi ; Ouvrir au moins une bibliothèque dans chaque université pendant les périodes de révisions. L'extension des horaires d'ouverture s'accompagnera de services novateurs destinés à répondre aux besoins des étudiants.

■ **COMITÉ DE SUIVI DE LA GÉNÉRALISATION DE LA COMPLÉMENTAIRE SANTÉ**

Le 1^{er} février 2016, la direction de la sécurité sociale a installé le comité de suivi de la généralisation de la complémentaire santé. Ce comité associe les partenaires sociaux, les fédérations représentatives des organismes d'assurance complémentaire en matière de santé, ainsi que les services des ministères chargés des affaires sociales et du travail.

Il permettra de procéder à l'analyse des données statistiques disponibles en matière de complémentaire santé et d'évaluer l'impact des réformes récentes..

■ **ACTION DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2012**

Le porte-parole du Gouvernement, Stéphane LE FOLL a rappelé dimanche 31 janvier les grandes avancées permises par l'action du Gouvernement depuis 2012.

Exemples	
Economie	Retour de la croissance, à 1,1% en 2015.
Modèle social	Pérennisation du modèle social : déficit réduit de 50%
Dépense publique	Baisse du déficit (3,8% prév. en 2015) et stabilisation de la dette (de 96,3 à 96,5% entre 2015 et 2016) grâce à 50 Md € d'économies en 3 ans
Travail	Baisse du coût du travail, prime d'activité début février
Impôts	Suppression de la 1ère tranche de l'Impôt sur le Revenu (2015) et baisse cumulée de l'impôt sur le Revenu pour 2/3 des redevables (2014-2016)
Inégalités	Baisse inégalée depuis 20 ans en 2013
Education	Création engagée de 60 000 postes
Jeunesse	Augmentation des bourses pour les plus modestes et pour les classes moyennes (plus de 130000 supplémentaires)
Famille	Politique volontariste de services (scolarisation des tout-petits, places de crèches, ...) et augmentation des prestations pour les familles modestes
Solidarité	Augmentation du RSA (+10% en 5 ans, hors inflation)
Retraite	Retraite à 60 ans pour ceux ayant commencé à travailler tôt, compte pénibilité, meilleure intégration des périodes de maternité
Dépendance	Augmentation de l'APA (+ 1 h/j pour les plus dépendants) et aide au répit (500 € / an)
Santé	Protection maladie universelle, complémentaire santé pour tous, élargissement de la CMU-C
Environnement	Accord mondial pour le climat
Agriculture	Promotion de l'agro-écologie, renforcement de la médiation producteurs / distributeurs
Justice	Fin des instructions individuelles
Vie publique	Baisse des dépenses de l'Elysée, baisse du salaire du Président de la République et des ministres, lois transparence (HATVP)
Sécurité	Approche pragmatique : création de postes, plans ciblés et outil statistique fiable
Renseignement	Création de la DGSI avec le Renseignement territorial
Immigration	Abrogation de la circulaire et du délit de solidarité, "Passeport Talent", critères objectifs de régularisation et renforcement du démantèlement des filières clandestines
Europe	Préservation du budget européen (dont PAC)
International	Engagement au Mali : préservation de l'intégrité territoriale du pays, empêchement de constitution d'un repaire terroriste

DU CÔTÉ DE LA CIRCONSCRIPTION

■ PONT DE LA BUISSIÈRE : RÉDUIRE LE DÉLAI

Plusieurs maires et acteurs économiques des communes concernées m'ont fait part de leur inquiétude concernant le délai de reconstruction du Pont de La Buisnière. Ce pont enjambant l'Isère et reliant les communes de Le Cheylas et La Buisnière est fermé à la circulation depuis le 2 mai 2013 en raison d'un affaissement de l'un des quatre piliers et des risques d'effondrement concomitants.

Le Département de l'Isère, propriétaire du pont, privilégie une destruction-reconstruction jugée plus sûre et plus économique. Les services de l'État annoncent des études d'impact d'une durée de 10 mois minimum alors qu'un certain nombre d'études ont déjà été réalisées par le Département et le SYMBHI sur le même emplacement. Les délais ainsi cumulés impliqueraient que cette voie départementale reliant les deux rives de l'Isère resterait fermée au minimum 6 ans (2013-2019).

Il ne fait aucun doute qu'un projet de cette envergure nécessite un temps important de réflexion et de réalisation. Néanmoins, après presque trois ans de fermeture, il paraît extrêmement pénalisant d'attendre encore près de quatre ans pour voir les deux rives de nouveau reliées.

Face aux enjeux cruciaux de cette reconstruction, j'ai donc décidé de saisir le Préfet du Rhône sur le caractère prioritaire de ce chantier et lui demande d'étudier la possibilité de délivrer une dérogation exceptionnelle afin de réduire le délai annoncé.

■ CÉRÉMONIE DES VŒUX DU GRÉSIVAUDAN – VENDREDI 29 JANVIER À VILLARD-BONNOT



Le Président de la Communauté de Communes du Grésivaudan Francis Gimbert a placé ses vœux sous le signe de la devise républicaine et a souhaité qu'en 2016 la « liberté, l'égalité et la fraternité » soient confortées. Après avoir fait un tour d'horizon des réalisations 2015 en matière de réhabilitation et de construction de logements, de réduction et tri des déchets ménagers, d'environnement avec la prime air-bois, Francis Gimbert a évoqué l'avenir avec un maître-mot « mieux vaut l'anticiper que le subir ». Il a ainsi salué la naissance de la commune nouvelle de Crêts-en-Belledonne, invitant les autres communes à réfléchir à cette possibilité de fusion avant qu'elle ne s'impose éventuellement un jour. Côté réalisations, il a annoncé le lancement de la piscine communautaire de Pontcharra.

■ ASSOCIATION ACCORD'ÂGES – SAMEDI 30 JANVIER À SAINT-EGRÈVE



L'association Accord'âges organisait le week-end dernier une projection de quelques « chapitres » du film en cours de montage « Habiter sa vie, au fil de l'âge ». Ces témoignages, tournés dans une résidence intergénérationnelle, un foyer logement et un EHPAD, abordent le domicile Inter Générations, l'accueil familial, les aidants, l'habitat groupé. La première du film est

prévue en juin prochain.

■ **24^e FORUM DES MÉTIERS DU MOYEN GRÉSIVAUDAN – SAMEDI 30 JANVIER À CROLLES**



Je me suis rendu au Forum des métiers du Moyen Grésivaudan à l'invitation de Francis Gimbert, Président de la Communauté de Communes. Durant une demi-journée, des professionnels de quatre-vingt corps de métiers (médecins, psychologues, comédiens, comptables, mécaniciens, agriculteurs,

architectes, couturiers, menuisiers, géologues, maréchal-ferrant, animateur nature, etc.) ont présenté leurs activités aux classes de 4^e et de 3^e des collèges de Crolles et de Villard-Bonnot. L'occasion de bien s'informer à l'heure des choix d'orientation.

■ **SAINTE BARBE – SAMEDI 30 JANVIER À FROGES**



À l'invitation de l'Amicale des Sapeurs Pompiers, j'ai participé à la Sainte-Barbe de la caserne de Froges. Le chef de caserne Jean-Pierre Cammisa a fait le bilan des interventions, en augmentation de 18%, précisant qu'avec la disparition des casernes environnantes, le secteur d'intervention devrait s'agrandir. Il a également procédé aux traditionnelles remises de diplômes, grades et médailles aux douze pompiers concernés cette année. Enfin, un hommage particulier a été rendu

à Claude Luzzi, chef de corps pendant 25 ans, disparu quelques jours auparavant.

■ **FÊTE DU BOUDIN – DIMANCHE 31 JANVIER AUX ADRETS**



Les membres de l'Association communale de chasse agréée (ACCA) des Adrets avaient soigneusement préparé cette 35^e édition de la fête du boudin où tout est fait maison et dans la plus pure tradition montagnarde avec la cuisson à la chaudière au feu de bois. En compagnie du maire Gérard Jourdan, du Conseiller départemental Christophe Engrand et des maires des communes alentours, j'ai

pu constater combien cette fête animée à laquelle se joignent des commerçants locaux rencontre comme chaque année un beau succès.



■ **INAUGURATION DE LA CASERNE DES POMPIERS – LUNDI 1^{er} FÉVRIER À SAINT-MURY-MONTEYMONT**

J'ai été convié par le président du Sdis Jean-Claude Peyrin et le directeur départemental le Colonel Enard à l'inauguration officielle de la nouvelle caserne des pompiers de Saint-Mury-Monteymond. Cette caserne de 230 m² est issue

du regroupement des unités opérationnelles de Saint-Mury et Sainte-Agnès. Elle compte seize sapeurs-pompiers sous le commandement du nouveau chef de caserne Jacky Curt.

■ INITIATION AUX PREMIERS SECOURS : DEVENEZ ACTEUR DE VOTRE SÉCURITÉ

Après les événements tragiques qui ont marqué la France en 2015, de nombreux Français ont exprimé le souhait de connaître les gestes utiles pour sauver des vies. Pour répondre à cette demande, le ministère de l'Intérieur avec l'ensemble des acteurs du secours et en partenariat avec l'Education Nationale, organise des séances d'initiation gratuites de 2 heures. En Isère, ces sessions sont organisées tous les week-ends du mois de février.

Alerter les secours, masser, défibriller, poser un garrot, traiter les hémorragies : au quotidien comme en situation de crise, ces «gestes qui sauvent» peuvent contribuer à sauver des vies, en stabilisant des blessés pendant les minutes qui précèdent l'arrivée des services d'urgence.

Dès d'aujourd'hui, les personnes intéressées peuvent trouver toutes les informations nécessaires (dates, lieux, horaires et modalités d'inscription) sur le [site internet](#) des services de l'État en Isère.

PIERRE RIBEAUD
Permanence
77 place de la Mairie / 38660 LA TERRASSE
Tél. : 04 76 92 18 96 / Fax : 04 76 92 18 98
Bureaux accessibles aux personnes à mobilité réduite
 [Facebook.com/PierreRibeaudDepute](https://www.facebook.com/PierreRibeaudDepute)



ASSEMBLÉE
NATIONALE

Pour modifier les informations vous concernant ou si vous souhaitez vous désinscrire : pierre.ribeaud@orange.fr